



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires**

Clermont-Ferrand, le **2 AOUT 2024**

Service Eau Environnement Forêt
Affaire suivie par : Bureau police de l'eau - Pascal LAGOUTTE
Tél : 04.43.36.03.99
ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires
à

Monsieur Nicolas SAURON
SCI SAUFILS
1 rue du Mirondet
63170 AUBIERE

OBJET : Régularisation plan d'eau - Réponse à votre courrier du 25 mars 2024
Réf. : Plans d'eau « Les Commeaux » - Commune de GELLES
P.J. : Copie courrier du 7 février 2017 et du 24 mars 2017 – APG du 9 juin 2021

Monsieur,

Par courrier du 25 mars 2024, vous m'indiquez avoir décidé avec l'entreprise SOLU-ETANG de mettre en place une dérivation hydraulique et son ouvrage de prélèvement en octobre/novembre 2024 pour régulariser la situation des plans d'eau « Les Commeaux », commune de GELLES.

Ces travaux ne peuvent pas être mis en œuvre dans l'immédiat. En effet, ces deux plans d'eau n'ont toujours aucun acte d'autorisation valide et sont donc en situation irrégulière au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau).

Pour régulariser cette situation, **il est indispensable que vous déposiez au préalable un dossier complet de demande d'autorisation environnementale.** Cette demande d'autorisation environnementale doit comprendre les éléments indiqués aux articles R.181-13 et suivants du code de l'environnement. Cela implique de reprendre l'attache d'un bureau d'étude pour réaliser ce nouveau dossier. L'étude hydraulique du bureau d'étude GEOVAL et/ou le guide simplifié de régularisation ne sont pas suffisants.

Afin d'établir ce dossier, en premier lieu, une demande d'examen au cas par cas est à déposer auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) :

<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/modalites-de-la-saisine-a20199.html>

L'autorité environnementale déterminera si le dossier de demande d'autorisation environnementale doit comporter une étude d'impact au regard de ces incidences environnementales.

Au niveau technique, le dossier de demande d'autorisation environnementale précisera les travaux à mettre en œuvre (ouvrage de prélèvement, dérivation hydraulique...) pour éviter, réduire ou compenser les impacts des plans d'eau. Il devra tenir compte des remarques formulées dans mes précédents courriers du 7 février et du 24 mars 2017 (copies jointes). Le dossier de demande d'autorisation devra notamment préciser :

- le dimensionnement de la dérivation pour un débit minimal dérivable de 36 l/s. Cela sera accompagné de plans d'implantation. Des propositions de mesures alternatives à la dérivation hydraulique peuvent être examinées.
- une étude hydrologique intégrant la prise en compte du réchauffement climatique ($Q_{\text{évaporé/transpiré}}$, $Q_{\text{arrivé}}$, $Q_{\text{renouvellement du plan d'eau}}$, ...),
- la reprise du calage de la prise d'eau pour maintenir le débit réservé dans le cours d'eau dérivé et limiter le débit prélevé pour les plans d'eau à leurs stricts besoins,
- la description des caractéristiques pour les 2 étangs (surface, volume, hauteur moyenne d'eau, hauteur du barrage, largeur de crête, longueur barrage ...),
- des propositions éventuelles de mesures compensatoires pour les impacts non évités et non réduits. Vous pouvez vous rapprocher de l'animateur du SAGE SIOULE-ANDELOT qui pourra potentiellement vous soumettre des idées.

Contact : M.Vincent JOURDAN – Tél : 06.32.84.84.84 – Mail : v.jourdan@sioule-andelot.fr

Une réunion sur site avec le bureau d'étude que vous aurez retenu et l'ensemble des parties (direction départementale des territoires, Office français de la biodiversité, animateur du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Sioule, fédération départementale pour la pêche...) est recommandée pour préciser les travaux à envisager (mesures correctives et mesures compensatoires) dans le cadre de la demande de régularisation. Je me tiens à votre disposition pour l'organiser.

Ce dossier de demande d'autorisation devra être transmis par voie dématérialisée sur le site : entreprendre.service-public.fr/ puis rechercher IOTA.

Il vous est interdit de débiter des travaux avant la fin de la procédure. Le non-respect de cette disposition entraînerait le rejet de votre dossier de demande d'autorisation.

Dans l'attente de votre dossier d'autorisation, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur départemental des territoires
et par délégation,
La chef du service eau, environnement, forêt


Mireille FAUCON